16 janvier 2014

Rapport de la commission des travaux et des constructions chargée d'examiner la motion du 15 septembre 2010 de MM. Mathias Buschbeck, Grégoire Carasso, Alexandre Wisard, Pascal Rubeli, M^{mes} Salika Wenger, Marie-Pierre Theubet, Sarah Klopmann, Claudia Heberlein Simonett, Anne Moratti Jung, Marie Chappuis et Alexandra Rys: «Pour une villa La Concorde enfin ouverte sur le quartier».

Rapport de M. Mathias Buschbeck.

La motion a été renvoyée à la commission des travaux et des constructions lors de la séance plénière du Conseil municipal du 22 novembre 2011. La commission s'est réunie les 2 et 30 mai 2012, sous la présidence de M. Christian Zaugg. Les notes de séances ont été prises par M. Jorge Gajardo Muñoz. Qu'il soit remercié pour son travail.

Rappel de la motion

Considérant:

- que les premiers contacts entre les habitants et la Ville de Genève concernant l'avenir de la villa La Concorde datent de 1982;
- qu'en 1998 se crée l'Association des habitants du quartier de la Concorde pour demander «la réalisation d'une maison de quartier, d'une crèche ou d'une école dans la maison La Concorde»;
- que cette demande est relayée au Conseil municipal par la motion M-326 et diverses pétitions;
- que la rénovation, terminée en 2000, a été réalisée sans projet d'affectation précis;
- que, depuis lors, l'affectation de cette maison, largement sous-occupée, fait l'objet de multiples demandes des habitants;
- qu'en 2007 l'étude sur l'image directrice du quartier indique que «la villa La Concorde constitue un potentiel pour des équipements publics et/ou de quartier»;
- que, en juillet 2009, les habitants sont informés que le Conseil administratif se laisse six mois pour trouver une affectation rentable à ce bâtiment;
- que quinze mois plus tard cette maison est toujours désespérément inoccupée;

- que, suite aux réflexions menées lors de l’atelier-forum du 5 septembre 2009 «Imaginons la maison de notre quartier», les habitants prennent acte de la valeur et des contraintes patrimoniales du bâtiment;
- que dorénavant la demande des habitants concernant la villa La Concorde n’est pas qu’elle soit mise à leur disposition, mais que son affectation soit ouverte sur le quartier, concrétisant ainsi la centralité préconisée dans l’image directrice,

le Conseil municipal demande au Conseil administratif:

- de trouver une affectation à la villa La Concorde de façon à sauvegarder ce patrimoine, en tenant compte de l’intérêt financier de la Ville et des besoins exprimés par la population du quartier;
- à cette fin, d’organiser un appel à projet associant les habitants du quartier.

Historique

La villa La Concorde est un vieux serpent de mer de la Ville de Genève. C’est en effet en 1982 que les habitants du quartier prennent pour la première fois contact avec les autorités afin d’envisager de transformer la villa La Concorde en maison de quartier. En 1998, se crée officiellement l’Association des habitants du quartier de la Concorde (AHQC) pour demander la réalisation d’une maison de quartier, d’une crèche ou d’une école dans la maison de La Concorde. Cette demande est appuyée par une motion, la M-326 «Un lieu pour les habitants du quartier de la Concorde», qui est votée la même année. La rénovation de cette demeure, terminée en 2000, a été réalisée sans projet d’affectation. Durant 10 ans, l’affectation de cette maison, largement sous-occupée, fait l’objet de multiples demandes des habitants.

En parallèle, la Ville de Genève achète, en 2003, la ferme de Menut-Pellet, située juste en face, mais sur le territoire de la Ville de Vernier.

S’engagent alors des négociations avec la commune de Vernier, pour partager les frais de rénovation et d’exploitation d’une éventuelle maison de quartier. Les discussions échouent, Vernier étant disposée à participer au fonctionnement mais ne souhaitant pas participer au réaménagement de la ferme qui, au final, ne lui appartiendra pas. Durant 10 ans, rien ne bouge du côté de la Ville de Genève, Vernier pour sa part, développa sa propre maison de quartier pour les Libellules, située de l’autre côté de l’avenue de l’Ain.

En 2007, un processus participatif est engagé pour un écoquartier sur le périmètre de la Concorde situé à cheval sur les deux communes entre les avenues de l’Ain, d’Aire et les voies CFF.

Ce processus, dirigé par l'Etat et les deux communes concernées, et chapeauté par un comité de pilotage, adopte une image directrice. Le processus est d'ailleurs primé par l'Unesco. Cette image directrice du quartier indique que «la villa La Concorde constitue un potentiel pour des équipements publics et/ou de quartier».

Quelques mois plus tard, une séance est organisée dans le cadre du processus participatif par le Forum Saint-Jean et les réflexions menées à cette occasion permettent de jeter les bases d'un projet socioculturel pour le quartier. Une quarantaine de personnes se réunissent et travaillent ensemble le temps d'une demi-journée.

Ne voyant rien venir du côté de la Ville de Genève, la majorité des partis représentés au Conseil municipal (Verts, PS, PDC, UDC, Solidarités) dépose une motion, la M-938 «Pour une villa La Concorde enfin ouverte sur le quartier» en septembre 2010. Malheureusement, cette motion est restée une année bloquée dans l'ordre du jour du Conseil municipal, contretemps manifestement fatal à la suite du processus.

En effet, en juillet 2011, en pleine période de vacances, le Conseil administratif de la Ville de Genève prend la décision, jamais évoqué jusqu'alors, d'attribuer la villa La Concorde au Service des pompes funèbres. Décision qui fut condamnée, sur le fond mais surtout sur la forme, par les habitants et relayée lors d'une interpellation urgente déposée le 13 septembre 2011.

La motion est finalement renvoyée en commission le 22 novembre 2011. Ce n'est qu'en mai 2012 que cette motion est finalement traitée en commission.

Séance du 2 mai 2012

Audition des motionnaires

Les motionnaires regrettent le temps qu'il a fallu pour traiter cet objet, car désormais les invites de celui-ci sont bien plus difficiles à mettre en œuvre. La logique aurait voulu que cette motion soit traitée en même temps que la proposition PR-893, ce qui aurait permis à la commission d'avoir une vue d'ensemble sur la situation.

Le commissaire UDC étant étonné du retard pris dans le traitement de cette motion, les auteurs de celle-ci en refont l'historique.

Un conseiller municipal MCG s'inquiète de l'objectif actuel de cette motion et du sens qu'il y aurait à y donner suite, maintenant que les pompes funèbres y sont installées. Un motionnaire propose tout de même d'entendre les habitants du quartier par respect pour l'engagement citoyen dont ils ont fait preuve et d'aviser par la suite.

Le Parti socialiste ne pense pas que cela soit utile, les associations ayant été entendu lors du traitement de la proposition PR-893 et tout y a été dit.

Pour le PLR, la villa La Concorde a été affectée aux services de la Ville et les habitants pourront vraisemblablement disposer de la ferme Menut-Pellet. De plus, il signale que la commission n'a pas reçu de demande d'audition de la part des habitants. Il votera donc contre cette audition.

Le PDC convient que la motion est relativement obsolète, mais étant attaché à l'écoute des habitants, il estime légitime d'entendre leur avis sur la manière dont ils ont été traités par les autorités.

La demande d'audition des habitants du quartier de La Concorde est approuvée par 8 oui (1 EàG, 2 Ve, 1 DC, 2 UDC, 2 MCG) contre 3 non (LR) et 3 abstentions (S).

Séance du 30 mai 2012

Audition de l'Association des habitants du quartier de La Concorde (AHQC)

Les auditionnés jugent la situation paradoxale, car l'association est auditionnée alors que la question de l'affectation de la villa La Concorde a été résolue en faveur du Service des pompes funèbres. Compte tenu des discussions autour de cet objet depuis 15 ans, c'est peu dire que les habitants se sentent mis de côté, voire bafoués.

Ils s'interrogent sur le sens du processus démocratique qui avait été mis en place par les autorités municipales dans le quartier de La Concorde et s'étonnent encore de ce qui s'est passé avec la villa, alors que les habitants s'étaient exprimés et qu'ils étaient soutenus par une motion signée par des élus de plusieurs partis.

Ils se demandent de quelle manière il faut procéder pour que les habitants de la Ville soient entendus des magistrats et pensent que ce dossier remet en question le sens des processus participatifs.

Ils confirment toutefois que l'association reste attachée à l'idée d'un appel à projets pour la villa La Concorde, tout en soulignant que les projets présentés doivent répondre aux besoins du quartier et prendre en compte l'intérêt financier de la Ville.

Suite à une question d'une commissaire EàG, l'association annonce qu'elle a pu rencontrer, peu avant Noël, les magistrats Esther Alder et Rémy Pagani au cours d'une séance publique. Les habitants y ont exprimés leur tristesse et leur colère de ne pas avoir été ni consultés ni informés sur l'affectation de la villa, et

les magistrats ont fait des excuses publiques. Par la suite, ils ont aussi été reçus par M^{me} Alder. Les habitants ont alors insisté pour que le dossier de la ferme Menut-Pellet avance rapidement. Ce qui a été le cas jusqu'ici, puisque le crédit d'étude a été voté. Par contre, si cette réalisation devait à nouveau prendre du retard, ils seraient, encore une fois, extrêmement déçus, surtout qu'ils se sont évertués à en faire baisser la facture.

Discussion et vote

Une commissaire EàG regrette que le président EàG de la commission n'ait pas fait étudier la motion M-938 par la commission simultanément à la proposition PR-893 sur la ferme Menut-Pellet, même si les conseillers municipaux n'ont pas la compétence de décider de l'affectation d'un bâtiment municipal. Elle jette néanmoins la pierre au Conseil administratif sur la manière dont il a traité le dossier de la villa La Concorde et les habitants de ce quartier. Elle votera favorablement la motion M-938.

Les Verts voteront également le renvoi la motion M-938 au Conseil administratif. Ils trouvent désolante l'incapacité dont fait preuve le Conseil administratif de monter des projets en concertation avec les usagers des équipements publics municipaux. Ils observent, en effet, que le Conseil administratif a impliqué les habitants de la Concorde dans un processus participatif mais qu'il a pris une toute autre décision par la suite, sans même en avertir les intéressés. Ils doutent de la pertinence d'avoir déplacé les pompes funèbres aux confins de la commune et s'interrogent sur le dépôt d'une motion pour demander le déménagement du Service des pompes funèbres dans le quartier de l'hôpital cantonal, dans un immeuble administratif et de logement qui reste à créer, à la place des baraquements appartenant à la commune, situés sur le boulevard de la Cluse, à côté du dépôt des Montreurs d'images.

Le PDC annonce qu'il votera favorablement la motion M-938.

Les commissaires PLR annoncent qu'ils refuseront la motion M-938. En effet, les besoins en locaux des habitants du quartier ne sont pas en accord avec l'intérêt financier de la Ville. La villa est trop chère pour y réaliser un projet de quartier. Par ailleurs, ils estiment que le Conseil administratif et l'administration municipale doivent encore beaucoup apprendre pour mener des processus de concertation. Pour le surplus, la rénovation de la ferme Menut-Pellet devant être réalisée bientôt, les habitants obtiendront satisfaction et leur demande deviendra alors sans objet.

L'UDC informe qu'elle votera favorablement à la motion M-938, en ayant à l'esprit la situation à la date du dépôt de la motion, soit le 15 septembre 2010.

Le Parti socialiste votera favorablement la motion M-938. Il comprend le sentiment exprimé par les habitants au sujet du processus participatif et estime que le Conseil administratif ne peut pas impliquer les habitants dans un tel processus pour ensuite passer outre.

Le président soumet à l'approbation de la commission des travaux et des constructions la motion M-938. Celle-ci est adoptée par 10 oui (2 EàG, 2 Ve, 3 S, 1 DC, 1 UDC, 1 MCG) contre 2 non (LR) et 2 abstentions (1 MCG, 1 LR).